

[Text]

a short time underscored the importance and concern we place on SEED funding. That sense of immediacy is the same today.

Save Our Summer has regional groups in Vancouver, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montreal and Halifax. Small non-profit agencies provide a myriad of services across the country. Sometimes the only connection we have is that we are non-profit groups and that is the tie that binds us. Because of our diversity we are very vulnerable to actions decided upon without our input. We have no other way to communicate than when an issue arises and we have to band together.

Several federal governments, over a 15-year period, recognized the intrinsic value of meeting the extraordinary social needs of the public: children, the disabled, seniors and many other groups during the summer months, with the need for the employment and training of youth. This was a sane symbiotic relationship, and it was a program that worked.

In 1985 the government embarked on a new policy. They decided to take \$10 million from the total SEED pot, straight from the non-profit sector and give it directly to private enterprise. It seems the government was making an ideological statement that had disastrous, practical results for non-profit organizations.

In spite of an internal SEED evaluation that clearly stated the private sector Challenge 85 goals failed miserably, they gave a further \$34 million to the private sector in 1986 and they cut the overall funding pot to boot.

The Challenge 86 evaluation supported the 1985 findings. The job incrementality in the private sector was an abysmal 16.7%, as compared to 54.1% in the non-profit sector. These figures were taken from the SEED evaluation.

I want to expand a little bit on job incrementality. We define it as jobs that would not have been created without monetary assistance from the federal government. The reason I make a point about this is because the Minister of Employment and Immigration at the time, Miss MacDonald, made a point of it when we met with her in May. She indicated they wanted to be able to help the private sector in whichever way they could to create jobs that did not exist. This was the major criteria they had set up with the money they were giving to the private sector under SEED. I want to point out that the job increment they reached was 16.7%. It did not work. It worked somewhat better with the funds that went to the non-profit sector, 54.1%.

[Translation]

réalisation, remarquable compte tenu des délais très courts, souligne l'importance que nous accordons aux subventions versées dans le cadre du programme EEET. Ce sentiment d'urgence demeure.

L'organisme SOS compte des groupes régionaux à Vancouver, à Winnipeg, à Toronto, à Ottawa, à Montréal et à Halifax. Les petites organisations à but non lucratif fournissent une pléthore de services dans tout le Canada. Le fait que nous soyons justement des organismes sans but lucratif est souvent notre seul point commun. C'est d'ailleurs ce qui nous rend très vulnérables aux décisions prises sans consultations. Nous ne faisons front commun que quand il est nécessaire de faire face à l'adversité.

Pendant 15 ans, plusieurs administrations fédérales se sont rendu compte de l'intérêt de répondre en même temps aux besoins sociaux spéciaux du grand public, des enfants, des personnes handicapées, des personnes âgées et d'autres groupes, d'une part, et aux besoins des jeunes sur le plan de l'emploi et de la formation, d'autre part. Il y avait là une symbiose logique qui donnait de bons résultats.

En 1985, le gouvernement actuel a adopté une politique nouvelle consistant à accorder des fonds consacrés au programme EEET (10 millions de dollars) non plus aux organismes sans but lucratif, mais directement aux entreprises privées. Il semble que le gouvernement a ainsi pris une position sur le plan idéologique qui a eu des résultats désastreux pour les organismes à but non lucratif.

Malgré les conclusions d'une évaluation interne du programme EEET démontrant clairement l'échec lamentable de Défi 85 en ce qui concerne les résultats escomptés dans le secteur privé, une somme additionnelle de 34 millions de dollars a été accordée au secteur privé en 1986 et le budget global du programme a été réduit.

Les résultats de l'évaluation du programme Défi 86 ont été le reflet de ceux de 1985: le nombre d'emplois dans le secteur privé a augmenté d'un très maigre 16,7 p. 100 contre 54,1 p. 100 dans le secteur des organismes à but non lucratif. Ces chiffres sont tirés d'une évaluation interne du programme EEET qu'a effectuée le Ministère.

Je vais maintenant vous fournir quelques éclaircissements quant à ces chiffres sur les augmentations d'emplois. A notre avis, ces emplois n'auraient pas été créés sans l'appui financier du gouvernement fédéral. Et je tiens à le souligner parce que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration de l'époque, M^{me} MacDonald, nous a bien dit, quand nous l'avons rencontrée au mois de mai, que c'était exactement là son avis. Elle nous a dit qu'elle voulait aider le secteur privé de quelque manière que ce soit à créer des nouveaux emplois. C'était d'ailleurs le principal critère de subventionnement au secteur privé dans le cadre du programme EEET. Mais tous ses efforts ont été vains puisque le nombre d'emplois n'a augmenté que de 16,7 p. 100. Par contre, les subventions accordées dans le cadre du même programme aux organisations sans but lucratif ont donné des résultats beaucoup plus probants, soit une augmentation de 54,1 p. 100.